

Aix en Provence, juillet 2014

Comment préserver l'identité du modèle économique et social européen

Pascal Lamy

Ancien Directeur général de l'OMC

Je vais concentrer ce court propos introductif sur la question du potentiel de croissance. Nous avons certes des problèmes institutionnels, mais ce sont des problèmes de carrosserie. Ce qui compte, c'est de s'intéresser au moteur. Or, le problème européen à horizon de dix à quinze ans, celui que nous devons regarder lorsqu'on se demande si on doit investir dans l'Europe, c'est le fait que la tendance de long terme de la croissance européenne est de l'ordre de 1,5 %. Pour les États-Unis, la tendance de croissance est de 2,5 % à 3 %, et de 6 % pour les pays émergents. Ce qui distingue l'Europe dans ce monde est donc un potentiel de croissance de long terme beaucoup plus faible qu'ailleurs – en gros, deux fois plus faible qu'aux États-Unis et quatre fois plus faible que dans les pays émergents.

Ceci est à mon sens un problème dramatique car ce qui fait l'identité européenne dans ce monde, c'est son modèle social. C'est ce qu'on appelle dans le traité européen qui nous sert de constitution, l'économie sociale de marché. C'est à cela qu'Angela Merkel fait référence quand elle dit que l'Europe représente 7 % de la population mondiale, 20 % de l'économie mondiale et 50 % des dépenses de sécurité sociale dans ce monde. Or, à 1,5 % de croissance de long terme, ce modèle social ne tient pas. Il est basé sur une très forte redistribution et, à 1,5 % de croissance, dès lors que nous redistribuons 50 % de la richesse que nous créons, il est inévitable que le débat politique se crispe sur le partage.

Cette faible croissance n'est donc pas seulement un problème d'emploi. C'est un problème beaucoup plus fondamental : celui de l'identité. C'est l'identité du modèle économique et social européen qui est menacée à long terme si nous restons sur ce sentier de 1,5 %.

Pourquoi 1,5 % ? C'est assez simple. Ce sont les 2 % de productivité de tendance à long terme, moins 0,5 % de réduction tendancielle de la population active. Ceci est dû à la régression démographique européenne. C'est la seule zone dans ce monde, avec le Japon et la Russie, qui est dans cette situation.

Comment faire mieux ?

Soit on s'intéresse à la réduction de la population active. La réponse à cela, que l'histoire et le bon sens nous donnent, s'appelle l'immigration. Mais je pense qu'il est honnête de dire que les peuples européens ne sont pas encore culturellement dans l'attitude qui a été celle des États-Unis, du Canada ou de l'Australie. Il passera de l'eau sous les ponts avant que la culture politique européenne accepte que l'immigration soit la solution à la survie du modèle social européen. Peu d'espoir de ce côté-là, du moins à cinq ou dix ans.

Restent les 2 % de productivité. C'est là que nous devons nous battre. Pour savoir si nous devons investir dans l'Europe, il faut se demander ce que le niveau européen peut apporter en terme d'augmentation à long terme de cette productivité ? Autrement dit, que faisons-nous ensemble mieux que ce que les pays de l'Union européenne font individuellement ? Cela a toujours été la question fondamentale de la construction européenne. De ce point de vue, il faut être aussi clair que possible. Je dirai schématiquement qu'un tiers de la réponse en termes de réformes de structure est au niveau

européen, que deux tiers sont au niveau de chaque État membre, et que la synergie entre le tiers européen et ces deux tiers est cruciale.

Que faisons-nous mieux ensemble que séparément ?

Évidemment, le **marché intérieur**, qui est le grand atout géo-économique de l'Europe. Il est et restera pendant encore de longues années le plus grand, le plus profond et le plus riche marché du monde. Nous n'en avons exploité les économies d'échelle que partiellement, principalement en matière de biens tandis qu'en matière de services, nous sommes probablement à 40 % du chemin. Or, si on compare les productivités de l'économie américaine et de l'économie européenne, une des grandes différences est dans la productivité des services. En France, l'idée continue de prédominer que la croissance, ce sont des usines qui fument ; mais ce n'est pas là qu'est le problème de la productivité européenne dans l'avenir. Il suffit d'ailleurs de regarder le solde extérieur de l'Union européenne en matière industrielle : cela se passe très bien au niveau global. Il faut donc exploiter davantage le marché intérieur, notamment en matière de services.

Les **infrastructures**. Il y a à ce sujet un déficit de financement, notamment en matière de transport d'énergie et d'économie digitale. C'est quelque chose que nous ferions mieux au niveau européen.

Tout ce qui touche à la **frontière technologique**. L'Europe a régressé dans son positionnement sur cette frontière au cours des trente dernières années. Il n'y a là rien de fatal, à ceci près que nous nous éparpillons en matière de recherche, d'innovation, de développement. Nous continuons à éparpiller de la recherche publique et privée, alors que nous savons – que ce soit dans les technologies de l'information, dans les nanotechnologies, dans les biotechnologies, dans les sciences du cerveau – qu'il faut concentrer les moyens.

Tout ce qui touche à la **transition énergétique**. D'un certain point de vue, cela fait aussi partie de l'identité européenne. Or, jusqu'à présent, il n'y a pas de modèle européen commun de la transition énergétique, loin de là.

Voilà, en gros, quatre pistes que je sou mets à l'attention des panélistes de cette tribune.

Il y a évidemment, dans les chiffres de croissance à long terme, un enjeu de compétitivité. Si je traduis ces trois chiffres (1,5% pour l'Europe, 3% pour les États-Unis et 6% pour les pays émergents), cela veut dire que dans les dix ans qui viennent, 90 % du supplément de demande qui sera adressé à l'Union européenne viendra d'ailleurs, ce qui renforce l'enjeu de compétitivité.

La croissance du monde est ailleurs

La solution consiste donc à aller chercher la croissance là où elle se trouve. C'est ce qu'un certain nombre de pays européens ont fait relativement bien au cours des cinq ou dix dernières années, mais cela implique un enjeu de compétitivité, coût, hors coût et énergie – et nous avons sur ce point aussi un problème majeur du fait du renversement des prix sur les marchés énergétiques mondiaux, et notamment aux États-Unis. Ceci n'est pas une affaire essentiellement européenne, mais une affaire nationale. Les questions d'amélioration de la compétitivité dépendent d'abord – nous sommes bien placés pour le savoir en France – des structures et des politiques nationales.